

## **Communiqué**

### **Déclaration à la presse de Jean Asselborn au cours de sa visite dans les Territoires palestiniens le 20 janvier 2005**

Date de publication : 20-01-2005

Domaine politique : [Affaires générales et Relations extérieures](#)

Réunion : [Déclaration à la presse de Jean Asselborn dans le cadre de sa visite en Israël le 19 janvier 2005](#)

Dans le cadre de sa visite au Proche-Orient, Jean Asselborn, président du Conseil de l'Union européenne et ministre luxembourgeois des Affaires étrangères et de l'Immigration, a rencontré le 20 janvier à Gaza le Président palestinien Mahmoud Abbas et son ministre des Affaires étrangères Nabil Chaath. Jean Asselborn a invité le Président Abbas au Conseil "Affaires générales et relations extérieures" qui se tiendra le 21 février à Bruxelles. A l'issue de ces entretiens, Jean Asselborn a fait la déclaration suivante à la presse :

"Cette réunion a été très fructueuse. Nous avons discuté un grand nombre de thèmes, notamment les relations avec l'UE et le processus de paix.

J'aimerais tout d'abord féliciter le peuple palestinien pour le bon déroulement des élections présidentielles, qui représentent un premier pas important vers la consolidation de la démocratisation et le renforcement des institutions. Le processus électoral et les élections se sont tenus dans des circonstances difficiles, mais la façon dont ils ont été gérés nous a impressionnés et a apporté la preuve d'une maturité politique.

Il est important que le Président de l'Autorité palestinienne qui vient d'être élu soit un partenaire pour la recherche de la paix. Nous comprenons les difficultés des Palestiniens, mais la violence et la terreur ne seront jamais acceptables et mèneront à une impasse. Un État démocratique ne peut être construit qu'avec des moyens pacifiques et par le biais de négociations. Les Palestiniens doivent une fois pour toutes faire un choix, et renoncer complètement à la violence et s'engager pleinement sur la voie politique: il n'y a pas d'autre solution.

La sécurité pour les Palestiniens et les Israéliens demeure par conséquent la clé du progrès. Ce point ressort très clairement de toutes les réunions que j'ai eues hier, que ce soit avec le Président israélien, le Premier ministre ou le ministre des Affaires étrangères. Assurer la sécurité constitue la priorité absolue. Les attentats-suicides doivent cesser ; les attaques à la roquette aussi.

C'est pourquoi je me réjouis de la décision prise par le Président Abbas de déployer des forces de sécurité palestiniennes aux abords de la frontière et d'agir avec fermeté. Il ne faut pas concéder aux extrémistes un droit de veto dans le cadre du processus de paix.

Seule une Autorité palestinienne forte sur son territoire peut apporter la sécurité et la paix. C'est la raison pour laquelle il est de la plus grande importance de maintenir le processus de réforme.

L'UE est prête à vous aider en offrant un soutien politique, financier et technique. Nous continuerons à le faire. Nos objectifs et l'aide financière de l'UE, s'élevant à environ 200-300 millions d'euros par an, sont globalement répartis entre le renforcement des institutions et l'aide au développement, tout en répondant aux besoins d'urgence humanitaires de la population palestinienne.

La relation entre l'UE et les Palestiniens recèle un potentiel encore plus important et devrait être développée, notamment dans le cadre de la politique européenne de voisinage, qui contient des mesures à la fois politiques et économiques qui peuvent contribuer à soutenir le processus de paix.

En 2004, environ 250 millions d'euros ont été attribués par l'UE, qui distribuera une somme similaire en 2005 – dont une contribution au Fonds fiduciaire de la Banque mondiale et à l'UNRWA (et 20 millions d'euros supplémentaires pour Gaza).

Nous devons également travailler avec les deux parties pour créer les conditions nécessaires à la réussite du plan de désengagement de Gaza. Les dirigeants des deux parties doivent impérativement commencer à discuter prochainement de tous les aspects du désengagement, et en particulier d'une transmission de contrôle qui se fasse dans les règles. Nous travaillons en étroite collaboration avec la Banque mondiale afin de définir pour les deux parties des recommandations concrètes pour assurer la relance économique dans le cadre du désengagement.

Suite aux discussions que nous avons menées ce matin, j'ai bon espoir que l'on retrouvera enfin le chemin de la paix. Soyez assurés que l'Union européenne et ses États membres continueront à soutenir ceux qui travaillent pour la paix et la sécurité."